

ARRETE N° 2026_067
REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT
DE LA CIRCULATION
CHEMIN DU PAS DE SAINT MARTIN

Le Maire de la commune de RIVES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-1, L 2212-2 relatif aux missions de la police municipale, l'article L 2213-1 à L 2213-6 dotant le Maire du pouvoir de police et l'article L 2213-2 relatif aux arrêtés de police du Maire,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Considérant la demande présentée le 28/01/2026 par l'entreprise GIAMMATTEO-RESEAUX représentée par M. MAZZOLENI Cédric, domiciliée 223 Rue Henri Poincaré à BOURG LES VALENCE (26500) en vue d'effectuer les travaux de terrassement, pose de réseaux HTA BT Chemin du Pas de Saint Martin,

Considérant la nécessité de prévoir des règles particulières de circulation durant les travaux afin d'assurer la sécurité du chantier, des usagers et des tiers,

ARRETE

Article 1 : Objet

L'entreprise GIAMMATTEO-RESEAUX est autorisée à réaliser les travaux ci-dessus énoncés Chemin du Pas de Saint Martin.

Article 2 : Durée

Les dispositions de l'arrêté sont valables entre le 02/02/2026 et le 20/02/2026.

Article 3 : Prescriptions techniques

- La circulation routière sera INTERDITE chemin du Pas de Saint Martin.
- Le stationnement sera STRICTEMENT INTERDITS aux abords immédiats de la zone de chantier.

La signalisation sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SOBECA TULLINS.

Toute infraction entraînera la verbalisation et la mise en fourrière des véhicules.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur : l'affichage de l'arrêté doit s'effectuer **sur site 7 jours avant l'ouverture du chantier.** Il est conseillé de conserver une photographie au jour de l'affichage sur site si vous devez en apporter la preuve.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Grenoble. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit à Monsieur le Maire de Rives. Cette démarche proroge d'autant le délai de recours contentieux.

Article 6 : Exécution

L'entreprise GIAMMATTEO-RESEAUX, le Directeur Général des Services, la brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RIVES, le 28/01/2026

Le Maire,
Julien STEVANT

